Le 24-06-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Il n’y a pas qu’en France où la politique néolibérale du gouvernement Macron fait des ravages. En effet, les diktats de l’Union européenne (UE) sont appliqués avec zèle par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, sur tous les territoires placés sous la bannière bleue étoilée.
Depuis des années, les Mouvements sociaux composés de nombreux et divers groupes se

mobilisent hors partis politiques et syndicats institutionnel.

Si en Espagne, la destruction du système de retraite et la paupérisation des retraités a commencé avant la nôtre, les retraités ne lâchent rien !
En effet, depuis des années, les Mouvements sociaux des retraités appelés Marea pensionista (Marée des retraités) se mobilisent.
À Barcelone, chaque lundi matin, la Marea pensionista se réunit et prend la parole publiquement, place de l'université.
Conscients que leur lutte et celle du peuple de France est indissociable, que la victoire des uns faciliterait la victoire des autres, ils ont depuis longtemps exprimé leur soutien au combat contre la loi Macron sur les retraites. C'est ainsi que, le lundi 19 juin, une camarade de la Marea a lu un communiqué que nous leur avions envoyé.

En voici le texte, en français et en espagnol, ainsi que la vidéo de l'intervention et des photos du rassemblement.

Du NON au TCE en 2005 au NON à la réforme des retraites

Quel est le rapport entre le 29 mai 2005 date du référendum sur le TCE rejeté à 55% par les Français et l'actualité sociale et politique en France aujourd'hui ? En surface pas grand chose. Au fond tout est relié.
18 ans après le non, par 54,6%, au référendum des Français qui a résonné comme un coup de semonce à la face de l'Union européenne et de tous ses promoteurs, c'est à dire l'écrasante majorité des partis politiques, de droite et de gauche, des syndicats, ONG, et des médias sourds aux opposants.

Le sentiment puissant des Français d'avoir gagné une bataille cruciale, d'avoir posé une limite à l'emprise de l'Union européenne, d'avoir reconquis un espace politique, d'avoir infligé un échec cuisant aux gouvernants, aux élites, à la Commission européenne, aux médias, au grand patronat et à la finance était le résultat d'une mobilisation exceptionnelle, inconnue depuis longtemps ! Les Français étaient fiers de s'être retrouvés, d'avoir « fait peuple ».
Mais les classes dirigeantes et l'Union européenne ne mettent pas le genou à terre aussi facilement. Quand le peuple n'est pas d'accord, elles se passent du peuple et contournent la volonté des citoyens. Le NON des Français empêchait la mise en œuvre du TCE ? Ce sera le Traité de Lisbonne, quasi identique au TCE, qui sera adopté lors d'un véritable coup d'État parlementaire par le Congrès (députés et sénateurs.
La Constitution française sera alors modifiée pour y intégrer tous les traités européens ! C'est-à-dire la mise sous tutelle de la France et de son peuple.
La défiance à l'encontre des partis politiques, des élus et du régime s'est alors installée et a grandi jusqu'à aujourd'hui.
Alors quel rapport avec avec la mobilisation contre la réforme des retraites conduite par Macron répondant aux attentes pressantes des classes dirigeantes nationales, européennes et internationales ? En 18 ans, le système euro-néolibéral a considérablement augmenté son emprise. Les conquis sociaux ont été grignotés. Les droits du travail amputés. Les services publics appauvris. Les directives européennes se sont multipliées. Toujours dans le même objectif : la mise en œuvre de réformes conduisant à l'affaiblissement du service public pour servir le privé.
La réforme des retraites de Macron en 2023 est la suite des précédentes menées par Sarkozy et Hollande. Elle s'inscrit parmi les recommandations de l'UE et concerne tous les pays membres qui disposent d'une véritable protection sociale échappant au marché. Une fois encore, pour faire passer une réforme profondément anti sociale, injuste et rejetée par 70% de la population et 90%

des actifs, Macron a utilisé tous les articles de la Constitution française pour empêcher le vote de l'Assemblée nationale. Il a méprisé les organisations syndicales et les citoyens en grande majorité opposés au recul de l'âge de la retraite, y compris pour les métiers pénibles.
Du piétinement du peuple au mépris de l'Assemblée nationale que peut-on attendre désormais ?
Les opposants à la réforme des retraites, grévistes, manifestants, porteurs de casseroles (interdites et remplacées par des couvercles…) se sont renforcés au fil des semaines depuis janvier 2023. Au-delà même de la réforme des retraites les manifestants ont dénoncé les pièges de la Constitution de la Ve République et les institutions croupions tel le conseil constitutionnel. La colère s'est démultipliée et vise, au-delà de Macron, le régime lui-même. En cela cette conscience populaire réactivée rejoint celle de 2005-2008.

Alors, il faut aller plus loin maintenant. Nous organiser !

On s'organise pour penser les institutions démocratiques dont le peuple a besoin pour être souverain. Nous avons qu'il n'est pas sûr que les directions syndicales, membres de la Confédération européenne des syndicats, se lanceront dans ce combat pour la libération nationale. Quoique… Si l'union des citoyens, syndiqués ou pas, organisés ou pas, se construit, la possibilité que des directions syndicales prennent de la distance avec le « dialogue social » et la Confédération européenne des syndicats existe ! Lançons des comités de libération nationale pour la démocratie et la souveraineté populaire.

Image

Del NO al TCE en 2005 al NO a la reforma de las pensiones

¿Qué relación existe entre el 29 de mayo del 2005, fecha del referendum del TCE (Tratado sobre la Constitución Europea) rechazado por el 55% de los franceses, y la actualidad social y política en la Francia de hoy? Existe una relación, aunque no lo parezca.
Han pasado 18 años después del no del 54,6% de los franceses en aquel referendum, que sonó como una advertencia a la Unión Europea y a todos sus promotores, es decir la aplastante mayoría de los partidos políticos, de derecha y de izquierda, los sindicatos, ONG y medios sordos a los opositores.
El potente sentimiento de los franceses de haber ganado una batalla crucial, de haber puesto un límite al control de la Unión europea, de haber reconquistado un espacio político, de haber infligido una estrepitosa derrota a los gobiernos, a las élites, a la Comisión europea, a los medios, a la gran patronal y a la finanza fue el resultado de una mobilización excepcional, desconocida desde hacía mucho tiempo! Los franceses se enorgullecían de haberse vuelto a encontrar, de haber “hecho pueblo“.
Pero las clases dirigentes y la Unión europea no claudican tan fácilmente. Cuando el pueblo no está de acuerdo, pasan del pueblo y esquivan la voluntad de los ciudadanos. El NO de los franceses les impedía la aplicación del TCE? Será el tratado de Lisboa, casi idéntico al anterior que será adoptado mediante un verdadero golpe de estado parlamentario por el Congreso de los diputados y senadores.
¡La constitución francesa se modificaría entonces para integrar todos los tratados europeos! Es decir la puesta bajo tutela de Francia y su pueblo.
A partir de aquel momento, la desconfianza hacia los partidos políticos, los representantes y el régimen se instaló y creció hasta hoy en día.
¿Qué relación existe con la mobilización contra la reforma de las pensiones llevada a cabo por Macron, como respuesta a las expectativas de las clases dirigentes nacionales, europeas e internacionales? En esos 18 años, el sistema euro-liberal ha considerablemente aumentado su influencia. Las conquistas sociales han sido poco a poco arrebatadas. Los derechos del trabajo amputados. Los servicios públicos debilitados. Las directivas europeas se han multiplicado. Siempre con el mismo objetivo : la implementación de reformas tendientes a mermar los servicios públicos para servir el sector privado.
La reforma de las pensiones de Macron en 2023 es la continuación de las anteriores reformas llevadas a cabo por Sarkozy y Hollande. Se inscribe en el marco de las recomendaciones de la UE y atañe a todos los países miembros que disponen de una verdadera protección social al margen de los mercados.
Una vez más, para hacer aceptar una reforma profundamente antisocial, injusta y rechazada por el 70% de los franceses y el 90% de la población activa, Macron ha utilizado todos los artículos de la Constitución para impedir el voto de la Asamblea nacional. Ha despreciado a las organizaciones sindicales y a los ciudadanos en su gran mayoría opuestos al retraso de la edad de la jubilación, incluso para las profesiones difíciles.

¿Del atropello al pueblo, al desprecio de la Asamblea nacional, que se puede esperar de ahora en adelante?
Los oponentes a la reforma de las pensiones, huelguistas, manifestantes, autores de cacerolada

(las cazuelas han sido prohibidas y sustituidas por tapas…) se han hecho cada vez más fuertes desde enero del 2023. Más allá de la reforma de las pensiones, los manifestantes han denunciado las trampas de la Constitución de la Vª República y de las instituciones decadentes como el Consejo Constitucional. La cólera se ha multiplicado y está dirigida, más allá de Macron, al régimen de 2005-2008.

Entonces, hay que seguir más allá ahora. ¡Hay que organizarse!

Nos estamos organizando para pensar las instituciones democráticas que necesita el pueblo para ser soberano. No estamos seguros de que los sindicatos se lancen a este combate por la liberación nacional. Si la unión de los ciudadanos, sindicalizados o no, organizados o no, se construye, existe la posibilidad de que las direcciones sindicales se aparten del “diálogo social” y ¡la Confederación europea de los sindicatos existe! ¡Lancemos comités de liberación nacional por la democracia y la soberanía popular!

Pour regarder la vidéo, cliquez ici

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire